

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 3 | MERCREDI 24 MARS 2021

Sommaire

Édito – Mibé	2
Message du président	3
Coup de griffe	9
Les députés en action	10
JLRV	12
Opinion	13
Question de valeur – Dans le monde	14-15
Frvolités essentielles	16

INSTITUTIONS BOUSCULÉES MAIS LE PALAIS EST SOLIDE...



POLITIQUE FÉDÉRALE
**L'imposition individuelle:
comme une évidence...**

Page 4



**Et si on avait tous
la main verte...**

Page 5



ÉLECTIONS COMMUNALES
**Réalité politique
et stratégie nouvelle?**

Page 8



POINT FORT

**Tourisme doux: coup
d'accélérateur et planification**

Page 11



Pandémie et montée en puissance de partis plus dogmatiques que pragmatiques seraient-elles la cause de turbulences sur nos institutions? L'ADN suisse du consensus serait-il en danger? Soyons vigilants. Analyses et commentaires.

Pages 6-7

SOLIDES, mais...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Le monde s'échauffe un peu partout, même dans les pays qui d'habitude sont respectueux des lois, des règles et de leur gouvernement, en Allemagne, en Angleterre, aux Pays-Bas et même en Suisse. On a vu fleurir ces derniers jours des manifestations réunissant des milliers de personnes contestant les mesures sanitaires, au nom des libertés et des droits fondamentaux bafoués. Contre le confinement, le semi-confinement, contre le port du masque, contre la fermeture des commerces, contre la vaccination, en somme contre toute décision gouvernementale. La droite populiste est en première ligne pour parler de dictature dans notre pays. Les bras m'en tombent... La voilà la plus importante force politique de contestation, faisant mine d'oublier qu'elle a deux représentants parmi les sept Sages. Les jeux d'alliance auraient-ils été modifiés? La collégialité assure le secret des votes.

Les institutions sont ainsi bousculées jusque dans la rue, parfois avec violence et pas seulement verbale. Nos conseillers fédéraux, en premier lieu Alain Berset, sont aujourd'hui menacés de mort, insultés de toutes les manières, à tel point que les services secrets helvétiques ont dû mettre en place des protections rapprochées pour garantir leur sécurité. C'est un fait suffisamment rare dans notre système politique suisse pour le signaler. Une source réelle d'inquiétude.

Ce mécontentement populaire sera-t-il momentané? Disparaîtra-t-il la pandémie terminée? Ou est-il le balbutiement d'une nouvelle forme de résistance systématique? Le consensus parlementaire est chaque jour plus difficile à trouver. Les votes des législatifs de plus en plus souvent contestés. Référendum et initiatives extrêmes se succèdent à un rythme effréné. L'arrivée en force, par les urnes, de partis plus dogmatiques que pragmatiques sera-t-elle un déclic pour mettre en danger notre système politique, basé sur le respect des minorités? « Nos institutions sont solides, mais... » méritaient bien un dossier dans **TRIBUNE**.



TRIBUNE vous DIT merci



Merci à tous les candidats PLR

pour leur engagement
durant cette campagne.

osons !

par Marc-Olivier Buffat,
président PLR Vaud, député

À l'heure où le présent article est rédigé, le résultat du second tour aux Municipalités n'est pas encore connu. On peut toutefois tirer un premier bilan des élections du 7 mars dernier.

Les médias ont fait grand cas de la baisse de représentativité du PLR dans les législatifs communaux. Un net recul par rapport à 2016 marquée par une progression très importante. Ce « reflux » trouve de multiples explications dont notamment l'introduction de la proportionnelle dans les communes de plus de 3000 habitants, ainsi qu'une très grande diversité de listes à consonance « citoyenne » qui marque une retenue certaine des candidat(e)s à afficher des appartenances politiques claires.

Il y a donc eu un « coup de sac » et un ballottage quasi généralisé dans les élections à la Municipalité. L'arrivée d'élus verts'lib est également une réalité. Certains provenant de défections du PLR. La progression des « Verts » est également une réalité. Au point que ce parti est en passe de devenir la deuxième force politique de ce canton, devant le Parti socialiste, lequel a, coup sur coup en 2016 et en 2021, subi des pertes importantes devenant ainsi le troisième parti du canton – ce que les médias romands se gardent bien de commenter d'ailleurs !

On eût pu croire que la pandémie sanitaire et les difficultés économiques importantes qui s'ensuivent auraient fait prendre conscience à une large partie de la population des réalités économiques d'aujourd'hui. Tel n'a pas été le cas. De nombreux électeurs se sont laissé influencer par la gouvernance de la peur et ont cédé à l'appel de la tribu se défiant sans doute des partis gouvernementaux traditionnels qui assument seuls la gestion de la crise actuelle. Comme le disait Sainte-Beuve,



la critique est facile, mais l'art est difficile. La grogne antisystème est aussi une réalité et pas seulement en Suisse ! Quelques signes réjouissants tout de même, tels que l'élection de Jeunes PLR dans des Municipalités et au premier tour ; signalant ainsi que la population, respectivement les électeurs PLR, ont manifesté une volonté de changement. La prime au sortant n'a de loin pas toujours été respectée. En particulier, dans les villes ou zones suburbaines qui ont vu leur population fortement augmenter ces cinq dernières années (densification oblige !) et dont le profil politique et social des électeurs a fortement évolué. C'est une réalité politique à laquelle le PLR doit impérativement s'adapter. Cela signifie oser rappeler nos valeurs et les faire connaître du mieux possible. Rappeler que le PLR, par ses lettres et son histoire, est fondé sur la liberté et la responsabilité. Deux valeurs qui sont au centre de la pandémie actuelle et qui sont particulièrement malmenées. Y compris dans les thématiques environnementales et climatiques, rappeler que le PLR soutient l'innovation et non les interdictions (qui poussent comme des champignons). Osons affirmer que le PLR fonde sa

politique sur les capacités individuelles de chacune et de chacun : imagination, inventivité, concentration, zèle, ambition, esprit de travail et leadership. Tout le contraire des systèmes qui égalisent économiquement tous les citoyens par une bureaucratie étouffante et qui feignent d'ignorer les disparités naturelles qui existent entre chaque individu. Osons affirmer notre attachement à un État fort et efficace, ce qui ne signifie pas un grand État attaché à faire des choses que la société civile

Il y a donc eu un « coup de sac » et un ballottage quasi généralisé dans les élections à la Municipalité.

peut faire mieux que lui dans un régime de libre concurrence ; mais un État qui assure la liberté, l'ordre public, le respect des lois et l'égalité des chances. Le virage climatique doit s'opérer avec le PLR, avec les acteurs politiques et les entreprises qui ont fait preuve d'une résilience remarquable en cette période de crise. Au-delà des recettes toutes faites et impraticables, osons exprimer notre croyance dans une vision d'une écologie dynamique (et non une écologie de décroissance et de repli sur soi) de grands projets comme ont su le faire les générations précédentes (barrages, systèmes de transports innovants, croissance, nouveaux carburants, nouvelles technologies, Hautes Écoles spécialisées, etc.). La tâche paraît colossale, certes, mais la victoire est à ce prix là.

publicité

 **HSB**
Chaleur maîtrisée.

HSB Brûleurs et systèmes
de chauffages SA
Chemin de Mongevon 6
1023 Crissier

Tél. : +41 21 637 37 17
Fax : +41 21 637 37 15
crissier@hsb.ch
www.hsb.ch

L'IMPOSITION INDIVIDUELLE : comme une évidence...

par Luc-Olivier Stramke,
conseiller communal, Vallorbe

«Les personnes physiques sont imposées indépendamment de leur état civil». Courte, cette phrase constitue le cœur battant de l'initiative populaire pour l'imposition individuelle, portée par les Femmes PLR. Elle résulte de 37 ans de gâchis politique en Suisse.



En effet, pour 450 000 couples mariés de ce pays, le cumul des revenus et le barème progressif aboutissent à une taxation plus élevée que celle des concubins, imposés séparément. En 1984 déjà, le Tribunal fédéral constatait qu'un écart trop élevé était illégal. Cinq projets et deux motions plus tard, toujours rien ; il est donc temps de mettre un terme à cette absurdité.

LES FEMMES PAIENT L'ADDITION

Non contente de corriger l'inégalité liée à l'état civil, l'imposition individuelle

favorise aussi l'égalité entre femmes et hommes. À l'arrivée d'un enfant, il est très fréquent que la mère soit celle qui interrompt son activité. Lorsque celle-ci désire reprendre un travail – souvent à temps partiel – le système actuel devient dissuasif car les impôts du couple risquent d'exploser. Or, les femmes représentent 90 % des «deuxièmes revenus» du ménage. C'est donc un frein majeur à leur réinsertion professionnelle, mais aussi à leur progression salariale. En effet, les interruptions de carrière creusent les écarts salariaux. Trop souvent sur la défensive en matière d'égalité, le PLR a toutes les raisons de faire sien ce combat. Car, en imposant chaque revenu individuellement, l'initiative renforce le statut des femmes et leur retour à l'emploi.

UN JUSTE COMBAT, DE DROITE

L'imposition individuelle permettrait aussi de donner de l'air à une classe moyenne dont le pouvoir d'achat s'érode. Le système fiscal actuel se base sur une vision passéiste, où un seul revenu suffisait à répondre aux besoins de la famille. De nos jours, le second revenu du couple constitue souvent une nécessité. Il est donc d'autant plus intolérable de le vampiriser sous

prétexte de mariage. Ultime corollaire, l'initiative permettrait de libérer la main-d'œuvre dont notre pays a besoin – qualifiée et largement féminine – estimée à 60 000 emplois. L'Allemagne et l'Autriche tendent à le valider.

L'argumentaire adverse paraît bien léger. Cantons et Confédération confondus, le manque à gagner s'élèverait à 1,2 milliards de francs. Peut-on parler de pertes, tant elles se basent sur une inégalité depuis quatre décennies ? D'aucuns avancent que le modèle individuel serait trop complexe. Non, le droit des femmes et contribuables à une fiscalité juste prime le confort de nos administrations, qui se devront d'être inventives. D'autres enfin craignent de dévaloriser le mariage en séparant les déclarations d'impôts. Quel fourvoiement : quoi de mieux pour le discréditer que de perpétuer l'iniquité ?

Ma génération voudra se marier.

Ma génération voudra des enfants.

Ma génération voudra travailler.

En revanche, elle refuse de le faire avec l'œil sur sa déclaration d'impôts. Les Femmes PLR ont initié la bataille : à nous de les y rejoindre !

publicité



DANIEL RUCH
ENTREPRISE FORESTIÈRE

Travaux Forestiers
Achat de Bois/Forêts
Elagage
Stabilisation Biologique
Transport
Genie Forestier

Entreprise Forestière Daniel Ruch SA
1084 Carrouge (VD)
Tél. 021 903 37 27 et 079 449 58 44
www.danielruch.swiss



ET SI ON AVAIT TOUS La main verte...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

L'environnement, le développement durable, la biodiversité, l'écologie en général ne sont plus des thèmes anecdotiques réservés à quelques rares fanatiques. Le réchauffement climatique est aujourd'hui au centre du débat politique. Des plans « climat » fleurissent partout.

Le monde de l'économie, les grands groupes industriels, énergétiques, alimentaires, le secteur financier, les producteurs agricoles prennent aujourd'hui conscience des risques futurs à ne rien faire. L'innovation se met en marche avec des avancées importantes comme des techniques de capture de CO₂ dans l'air. L'écologie et l'économie ne doivent plus être antinomiques mais doivent travailler ensemble, en bonne intelligence. L'économie verte se met en marche, avec, à la clé, une augmentation croissante de créations d'emplois. Avec de nombreuses femmes intéressées et qui s'impliquent.

Selon une récente étude, 62 % des patrons suisses sont préoccupés par le changement climatique. La grande partie des entreprises ont des stratégies concrètes pour 2030, pour 2050.

L'idée d'un passeport pour chaque produit et matériaux est actuellement à l'étude à l'Union européenne, question d'évaluer l'origine, la durabilité, la composition, la réutilisation, le traitement de fin de vie. Bref de mettre sur pied une véritable économie circulaire pour éviter toute déperdition de matière.

L'agriculture sera elle aussi impactée par de nouvelles réglementations même si la nouvelle réforme agricole vient d'être gelée par les Chambres jusqu'en été 2023. L'utilisation des pesticides restant un sujet chaud donnant lieu



d'ailleurs à deux initiatives extrêmes sur le sujet.

L'industrie du ciment est elle aussi montrée du doigt, parfois par des actions illégales, condamnables, elle qui produit 8 % des émissions de gaz à effet de serre (4 milliards de tonnes par an). Bien plus que le trafic aérien avec ses 2,8 %. L'Association mondiale du ciment en a pris conscience en annonçant une neutralité carbone en 2050. Rappelons que la Suisse, avec 584 kilos de ciment annuel produit par habitant, est un des leaders mondiaux de production de ciment, utilisé essentiellement dans notre pays pour la distribution de l'eau, du gaz, de l'électricité. De nouvelles technologies sont en passe de bouleverser la production de ciment dans un sens respectueux du climat.

Rappelons que la Suisse sera touchée plus que tout autre pays par le réchauffement climatique en Europe. Notre pays a décidé l'abandon du nucléaire tout en réduisant l'utilisation de combustibles fossiles. Par des mesures fiscales incitatives notamment. Le paysage alpin sera transformé, des pans entiers de montagne vont s'effondrer

provoquant par ricochet des éboulements de terrain. Sans parler de la transformation de la flore et des arbres. Une diminution de la couche glaciaire aura elle aussi des répercussions sur l'eau de nos lacs, avec un brassage d'eau perturbé. Le lac de Joux est en danger... La pêche a diminué d'un quart dans le Léman...

La vague électorale verte n'est rien d'autre que le reflet de l'inquiétude de la population. Ne pas prendre à bras-le-corps ce sujet chaud, stratégique serait une erreur politique. Trouvons des applications pragmatiques et efficaces. Défendons-les ! Osons ! Être innovant, n'est-ce pas croire en des solutions nouvelles ?

Le monde de l'économie, les grands groupes industriels, énergétiques, alimentaires, le secteur financier, les producteurs agricoles prennent aujourd'hui conscience des risques futurs à ne rien faire.

publicité

Machines-Services – Bernard Thonney

Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailluses, machines viticoles et communales. Véломoteurs Bye Bike.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machinesservices.com

SAUVONS LE SOLDAT « CONSENSUS »

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

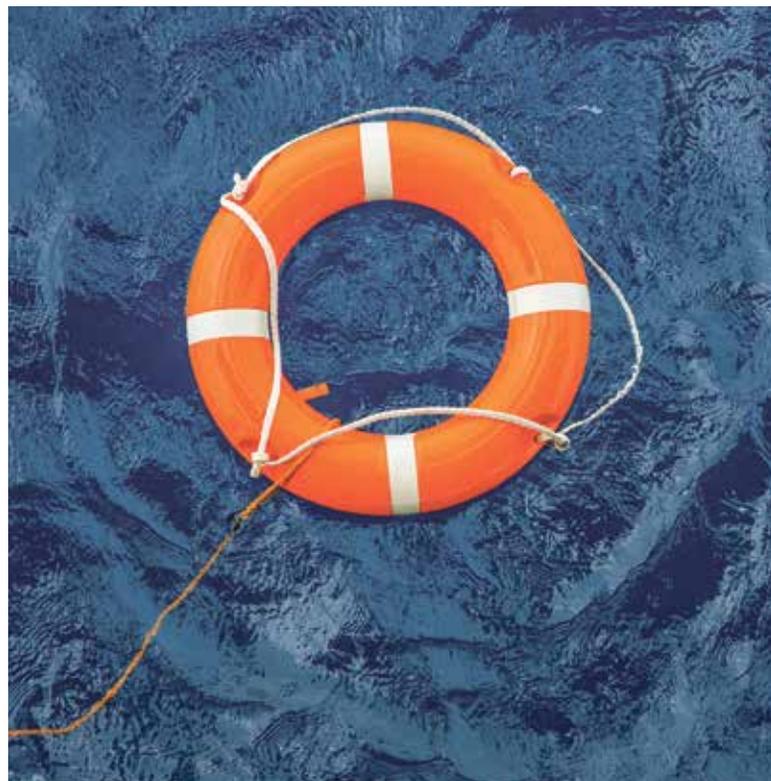
Les élections sont toujours source de réflexion et d'adaptation éventuelle. Elles reflètent l'évolution de la sensibilité politique de la population. La presse, garante de l'équité de traitement des uns et des autres en fonction de leurs forces respectives, trouble le jeu en prenant position. L'équilibre, à tous les niveaux, est ainsi un outil bien difficile à manier. Encore faut-il le rechercher et c'est là que le bât blesse, pour le moins commence à blesser... Un exemple Yin Yang pour l'illustrer: des pierres posées en équilibre subtil. Quand la pierre est à la bonne place, la juste place, l'image est puissante d'un accord qui semblait improbable...

Cette recherche de l'équilibre, où tout mouvement peut faire basculer l'ensemble, sur le plan institutionnel on appelle cela le consensus. Il permet de trouver un/des dénominateurs communs à toutes les parties et sensibilités diverses. Pour le trouver, chacun doit prendre sa part de responsabilité, accepter de concéder quelque chose à l'autre. C'est une négociation où chacun doit ressortir gagnant. C'est la discussion et le respect des minorités qui priment, le but final étant bien sûr l'intérêt général du pays et des citoyens. C'est en fait la loi de l'intelligence pragmatique...

La politique suisse, basée sur le fédéralisme et le respect des minorités, a fait du consensus son atout et sa caractéristique. À l'étranger beaucoup s'en moquent, cause de notre lenteur à agir. Les mêmes qui se moquent de nos votations à répétition. Ceux-là mêmes qui par leur histoire nationale n'ont pas connu la fondation de leur propre pays basé sur le volontariat mais sur les conquêtes militaires. La Suisse s'est construite par des accords. Chaque canton a donc volontairement renoncé à une partie de sa souveraineté. C'est un choix délibéré, libre et responsable des intérêts de tous, sous le slogan «*Un pour tous et tous pour un*».

Dans les Parlements, les forces politiques évoluant, les représentants de la gauche, des Verts et autres groupuscules d'extrême gauche mais aussi la droite dure populiste, l'UDC, ne sont plus prêts au consensus que d'aucuns perçoivent comme de la compromission. Quand un compromis est finalement trouvé, mou souvent, on peut être sûr qu'un parti pas totalement satisfait lancera un référendum contre le vote de l'Assemblée nationale. La démocratie a parfois bon dos...

Ce virage «*non consensuel*», on le constate depuis plusieurs législatures à Berne. Il s'intensifie à chaque nouvelle élection. Cette tendance s'installe dans les Parlements cantonaux et communaux. Deux blocs s'opposent. Sans le dire, on s'engage vers une politique bipartite car les alliances électorales perdurent durant la législature. Il est ainsi de plus en plus difficile de sortir de ce qui est devenu un cercle vicieux.



Deux blocs s'opposent. Sans le dire, on s'engage vers une politique bipartite car les alliances électorales perdurent durant la législature.

Difficile de s'entendre, au gré des projets, avec des partis qui ne sont pas de notre alliance initiale.

Comment envisager aussi de chercher et trouver un consensus quand le plus grand parti de Suisse clame haut et fort, en cette période d'épidémie, que la Suisse est une dictature... Les bras m'en tombent... Être unis dans l'adversité, c'est aussi cela le consensus...

Est-ce pour autant la fin du consensus dans notre pays? Sûrement non; c'est encore dans notre ADN mais nos gènes sont manifestement sensibles aux variants... À chacun d'entre nous, de savoir garder raison et de ne pas succomber à la tentation d'attaques stériles qui focalisent l'électorat sur le détail plus que sur l'ensemble. Le consensus, c'est notre bien commun institutionnel. Alors protégeons-le et sauvons ensemble le soldat «*Consensus*»!

publicité

Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion

- Conseils fiscaux
- Gérance/ Administration PPE
- Comptabilité

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

TURBULENCES SUR NOS INSTITUTIONS

par Catherine Labouchère,
députée

«Une année particulière», cela aurait pu être un titre de roman, ce fut la réalité. Mars 2020 - mars 2021, douze mois très spéciaux pendant lesquels la pandémie a déferlé dans notre quotidien, sans que l'on soit préparé à un événement d'une telle ampleur avec tant de conséquences sur la vie de tous les jours.

Au début, l'effet de choc et les mesures drastiques liées à l'état de nécessité, décrété par le Conseil fédéral, ont convaincu la grande majorité de la population de suivre ses décisions, soit la fermeture des écoles, lieux de sport et de culture, restaurants, coiffeurs et autres commerces non-essentiels. Le télétravail et gestes barrière sont devenus la règle. La météo, plutôt clémente pour la saison, a aidé à faire de ce semi-confinement, bien encadré, un succès. Le Conseil fédéral a été loué pour ses actions responsables et les aides apportées.

L'été venu, la réouverture de nombreux secteurs, la reprise économique et le beau temps ont contribué à faire naître l'idée que la pandémie était en voie d'être sinon maîtrisée, du moins contrôlée. Ici et là pourtant, il y a eu les avertissements des experts, mais l'attention du public était ailleurs. Pourtant, la deuxième vague se préparait. Le Conseil fédéral en a pris conscience et diffusé des messages de prudence. Comme cela n'a pas fonctionné, ayant consulté les scientifiques, il a fortement incité les cantons à se mobiliser pour établir des directives et prendre les décisions en fonction de la résurgence des cas, respectant ainsi le fédéralisme. Des critiques de tous bords ont alors pris l'ascenseur: incohérence, injustice ont crié de nombreuses branches, clamant leur inquiétude. L'atmosphère, loin de s'apaiser n'a cessé de générer des reproches. De multiples critiques



ont plu sur le Conseil fédéral, les exécutifs cantonaux et les experts qui les conseillaient. Que n'a-t-on pas entendu dans les médias, les réseaux sociaux, les «savants» de tous bords donnant des avis péremptores et anxiogènes? À leurs yeux beaucoup de doutes et d'interrogations sur la démocratie helvétique. Obsolète proclamaient les uns, inadéquate rétorquaient les autres, vieillotte pensaient certains. Même des parlementaires, connus pour être raisonnables, émettaient des critiques acerbes à l'encontre de l'Exécutif fédéral et de ceux dans les cantons. La Suisse, d'ordinaire si consensuelle, est sortie de ses habitudes comme le lit d'une rivière par temps d'orage. Pour autant, est-ce le signe que nos institutions sont dépassées?

Si l'on prend un peu de recul, on s'aperçoit que dès l'Antiquité «personne n'aime le messenger de mauvaises nouvelles» (Sophocle dans Antigone). Il est plus facile de s'insurger contre les autorités que d'essayer de se dire: «Que peut-on faire pour les aider?». En 1848, quand les bases de notre Constitution fédérale ont été établies, il n'existait ni algorithme ni études pointues sur tous les sujets de la vie

quotidienne. La volonté dominante était de créer des institutions respectant les différences, donnant ainsi un socle fort à une démocratie participative, à même de sortir de décennies de troubles révolutionnaires, d'agitations multiples et de pauvreté récurrente. Au fil du temps, des adaptations nécessaires aux changements sociétaux ont vu le jour sans trahir les fondements d'origine. Grâce à ses institutions solides la Suisse pu faire face à des crises majeures. Il n'y a pas de raison que cette fois-ci cela soit différent. Le débat démocratique tel que nous le pratiquons demeure une force. Il permet aux idées et opinions diverses de s'exprimer. Les turbulences traversées actuellement finiront par cesser. Les atouts existent pour s'en sortir même s'ils requièrent courage et ténacité sur la durée.

La Suisse, d'ordinaire si consensuelle, est sortie de ses habitudes comme le lit d'une rivière par temps d'orage.

publicité



A l'écoute de votre silence

Acoustique des salles, du bâtiment, de l'environnement

021 601 44 59
www.dsilence.ch



RÉALITÉ POLITIQUE ET STRATÉGIE NOUVELLE ?

par Quentin Racine,
vice-président PLR Vaud,
conseiller communal

Le 7 mars dernier, nous étions appelés à renouveler nos autorités communales. Après une longue attente, ce dimanche d'élections s'est soldé par un lot de surprises, parfois bonnes. Ce premier tour a permis de voir les premières esquisses de dissensions chez nos adversaires de gauche à Lausanne. La volonté du petit frère de dépasser le grand frère socialiste n'a pas payé et il a été ramené sur terre par le vote compact imperturbable de la liste rose-rouge. À l'heure où ces lignes sont écrites, les résultats du deuxième tour ne sont pas connus. La gauche lausannoise s'est rabi-bochée, mais jusqu'à quand ?

Innover et inciter sont des moyens concrets de la politique climatique.



Les résultats dans les Municipalités urbaines laissent songeur et doivent nous amener à revoir notre stratégie. Là où le PLR était majoritaire en compagnie de ses alliés de centre-droite, nous faisons face aujourd'hui à des risques importants de voir la gauche remporter le match par 5-2, voire 6-1. L'équilibre que nos édiles ont maintenu est aujourd'hui menacé par les volontés affichées d'être non pas majoritaires, mais ultra-majoritaires. Avec sa composition, Lausanne a souvent été considérée comme un OVNI politique, battons-nous à présent pour que ces anomalies ne gagnent pas du terrain dans les villes, mais également dans les communes moins peuplées.

Dans les Conseils communaux, la tendance est à la baisse. La vague verte n'a pas épargné le littoral et le pays vaudois. Le discours alarmiste et moralisateur des « *ayatollahs Verts* » a donc le vent en poupe. Il serait cependant erroné de cacher nos résultats derrière des excuses ou derrière des actions d'autres mouvements. Les élus PLR travaillent chaque jour en faveur du climat. Les élus locaux sont les premiers à se préoccuper de la nature et des espaces verts de leur commune. Il y a cependant une différence entre se soucier du climat concrètement et appliquer dogmatiquement un programme dont les seules vertus constitueraient à taxer le citoyen, interdire certains comportements et entraver la liberté des individus. Innover et inciter sont des moyens concrets de la politique climatique; qu'ils ne soient pas de gauche ne revient pas à les rendre inutiles ou ridicules.

Le PLR n'aime pas la politique de l'arrosoir. Cependant, à chaque élection, l'électeur PLR croit bon de distribuer ses voix aux adversaires du parti.



Il n'est pas inintéressant de regarder les résultats détaillés des élections. Après un rapide survol, l'on constatera que les électeurs PLR donnent nettement plus de voix à la gauche qu'inversement. Très souvent, notre parti décide avec qui il souhaite gouverner. Cette logique ne peut plus durer. Depuis 2011, le Conseil d'État est à majorité de gauche. Au vu des résultats du 7 mars, on ne peut pas exclure une telle majorité au Grand Conseil en 2022. Il est donc temps d'arrêter de se comporter comme les faiseurs de rois du canton. L'époque où la dispersion des voix menait tout de même à la victoire est révolu. Aujourd'hui, nous devons être unis comme la gauche sait l'être. Sans cela, les blocs de gauche continueront leur marche en avant, au détriment de nos concitoyens et des collectivités publiques.

La gauche n'a pas besoin de nos voix, voter compact n'a jamais été aussi important.

CONTINUEZ DE NOUS SUIVRE



Instagram
[instagram.com/plrvaud/](https://www.instagram.com/plrvaud/)



twitter.com/PLR_VD
[@PLR_VD](https://twitter.com/PLR_VD)



facebook.com/PLR.LiberauxRadicauxVaudois/
[@PLR.LiberauxRadicauxVaudois](https://www.facebook.com/PLR.LiberauxRadicauxVaudois)

LES ACTEURS DES MÉTIERS DE LA TERRE SONT-ILS VRAIMENT LÂCHÉS PAR LE PLR ?

par Jean-Luc Bezençon,
député

L'édition du journal *24heures* du 11 février dernier titrait en première page large et gras: «Le virage «vert» du PLR crispe son électorat paysan» et quelques pages plus loin, le développement du sujet avec un titre non moins évocateur: «Des PLR lâchent les paysans sur les pesticides».

Dans son article, le journaliste fait référence à la position minoritaire des délégués du PLR suisse appelés à trancher sur ce sujet hautement émotionnel visant à bannir l'utilisation des produits antiparasitaires dans les métiers de la terre. Pour diviser les partis et les citoyens traditionnellement de droite, on ne pouvait pas faire mieux. Bravo Monsieur le rédacteur, faire ressortir l'avis minoritaire pour donner l'impression au monde agricole qu'il ne trouvera plus son salut chez les PLR et le faire juste en période électorale, c'est du tout grand art.

Les deux textes sur lesquels le peuple devra se prononcer, inquiète l'ensemble de la profession non seulement pour son avenir mais aussi pour sa mission institutionnelle. Elle est cependant consciente que dans notre parti, composé de membres aux origines diverses, aux intérêts variés et pour un sujet aussi sensible, l'unanimité des votes lors du Congrès suisse pour le refus des deux objets était bien évidemment mission impossible. Dans le cas précis et j'en suis très heureux, la majorité du parti s'est prononcée contre ces deux initiatives et c'est là l'essentiel pour nous autres gens de la terre.

Depuis longtemps la population est influencée par des articles orientés s'appuyant sur des méthodes d'analyses



très éloignées de la réalité suisse. Ces informations incomplètes et subjectives, inspirées le plus souvent de celles de nos adversaires politiques, ont trouvé chez les médias des alliés de poids pour miner nos forces, l'article paru dans *24heures* en est la démonstration.

Pour un sujet aussi lourd de conséquences, l'honnêteté intellectuelle exigera d'informer les citoyens consommateurs de manière claire et objective sur les réels enjeux de cette votation. Le PLR a un rôle essentiel à jouer; il restera fidèle à ses valeurs fondamentales comme il restera fidèle à son agriculture. Imaginer que notre parti aurait la maladresse de lâcher la main de celui qui le nourri n'est que pure fabrication journalistique.

Il reviendra à nous, acteurs des métiers de la terre, de convaincre que nous aspirons tous à une agriculture propre, mais pour y parvenir il faut se laisser le temps de développer des solutions alternatives, renoncer à cette étape c'est le mur à coup sûr et les grands perdants ne seront pas que les paysans.

Une chose reste certaine, le cultivateur et l'éleveur lorsqu'il se lève, c'est quotidiennement avec la nature qu'il commence son travail et il ne prendra jamais le risque de la malmenier en refusant de suivre ses règles.

Il reviendra à nous, acteurs des métiers de la terre, de convaincre que nous aspirons tous à une agriculture propre.

publicité

**CAVE DE LA CRAUSAZ
FÉCHY**

Bettems frères S.A.
Chemin de la Crausaz 3
1173 Féchy
021 808 53 54
www.cavedelacrausaz.ch
Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte
CHF 8.40 la bouteille

COMMENT LA GAUCHE VAUDOISE VEUT DICTER SES RÈGLES

par Candice d'Anselme,
secrétaire générale adjointe PLR Vaud



Alexandre Berthoud



Stéphane Masson



Marc-Olivier Buffat

SUSPENDRE LA CONSTITUTION VAUDOISE

Lors de la session plénière du 16 mars qui traita des objets liés à la crise du coronavirus, nos députés ont dû à nouveau faire face à l'opportunisme politique qui anime nos opposants en temps de crise. Après avoir classé la taxe corona sur les grosses fortunes*, nos députés ont réussi à protéger une règle constitutionnelle essentielle à l'équilibre budgétaire de l'État des coups de boutoir de la gauche qui demandait sa suspension. En effet, les articles visés contraignent le Gouvernement à adopter un budget de fonctionnement équilibré et à prendre toutes les mesures nécessaires de frein à l'endettement dans le cas où ses charges avant amortissement dépassent ses recettes.

Comme l'a rappelé notre député **Alexandre Berthoud**, si l'État n'est plus contraint de respecter cet équilibre, ces charges excédentaires, bien

que toujours présentées comme ponctuelles, risquent fort de devenir récurrentes, et ne pourront alors être compensées que par des augmentations d'impôts.

Le député PLR **Stéphane Masson** s'est également opposé au plénum à la demande de suspension de ces règles constitutionnelles. Il a notamment rappelé que la Constitution permet déjà au Gouvernement de prendre des mesures particulières lors des situations exceptionnelles (article 125), comme celui-ci l'a fait dans le cadre de la pandémie. Profiter de la détresse dans laquelle la crise actuelle a plongé la population pour jouer avec les lois fondamentales de notre canton nous semble à la fois irresponsable et source d'incertitudes supplémentaires.

* Voir «Les députés en action» de septembre 2020.

S'ÉRIGER EN GENDARME MORAL DU MONDE

Après avoir demandé la suspension de règles constitutionnelles de notre canton, un autre député de gauche s'est proposé de changer les règles des autres pays. En effet, celui-ci a pointé du doigt l'Arabie Saoudite en demandant aux autorités cantonales vaudoises d'imposer des sanctions économiques à l'encontre de ce pays compte tenu de son non-respect des droits humains.

Notre député **Marc-Olivier Buffat** s'est étonné que seule l'Arabie Saoudite soit visée : quid de la Chine, de la Corée du Nord, ou du Venezuela ? Les pays gouvernés par des régimes d'extrême-gauche seraient-ils exempts de cette

proposition ? Quelles que soient nos affinités avec ces pays, il a été soulevé au plénum qu'il serait fortement prétentieux de vouloir imposer une vision du monde à d'autres et de subordonner nos partenariats aux pays qui pensent comme nous. Cette détermination, qui relève plutôt de compétences fédérales, a été refusée par la majorité de centre-droite du Grand Conseil. Elle a en revanche été approuvée par la quasi-totalité des députés de la gauche de l'hémicycle, visiblement convaincue qu'il est de son devoir de s'ériger en gendarme moral du monde plutôt que de se concentrer sur les affaires de son canton.



NOUVEAU COMMISSAIRE À LA COMMISSION DE SANTÉ PUBLIQUE

Notre député **François CARDINAUX** a été nommé à l'unanimité du groupe PLR comme nouveau membre de la Commission de santé publique du Grand Conseil. Il y remplacera Carole Dubois.

Prochain Congrès

Mercredi 31 mars
en visioconférence

TRIBUNE

Prochaine parution
Mercredi 21 avril 2021

Délai rédactionnel
Lundi 12 avril 2021

TOURISME DOUX: COUP D'ACCÉLÉRATEUR ET PLANIFICATION



par Carole Dubois, députée, municipale, présidente du Groupe PLR au Grand Conseil



et Nicolas Croci Torti, député

La période de pandémie a mis en évidence certaines lacunes, voire retard, sur la planification de l'accueil des touristes, notamment dans les régions de moyenne montagne et du Jura.

L'été dernier, l'incertitude de l'évolution du taux de reproduction du virus et des possibilités de voyager à l'étranger a incité nos concitoyens à rester en Suisse pendant les périodes de vacances. L'explosion de la location et achat de camping-cars en a été notamment la conséquence directe. Le citoyen suisse a découvert, ou redécouvert, les joyaux de notre beau pays, à un jet de pierre de son domicile.

Dans les régions touristiques de loisirs et de sport, il existe depuis de nombreuses années des réflexions de développement d'un tourisme dit « doux » et une adaptation progressive des structures d'accueil. Dans la région du Jura vaudois, l'afflux inédit de l'été dernier, puis de cet hiver a mis en évidence l'urgence d'appuyer sur l'accélérateur de la mise en place de stratégies

et planifications régionales « sport et tourisme » pour les 15-20 prochaines années, incluant, notamment les infrastructures, les places de stationnement, l'encadrement des activités. Le tout en tenant compte de la qualité de vie des habitants et d'un environnement ultra-protégé.

Dans les Alpes vaudoises, l'accueil des camping-cars fut aussi l'un des défis de cet élan subit pour les vacances en Suisse, puisque la plupart des communes n'autorisent pas le camping, ni le stationnement sauvage.

Même si les régions touristiques n'ont pas attendu cette crise sanitaire pour repenser leur modèle de développement économique, cette planification doit être un des objectifs prioritaires de la prochaine législature et nécessite une collaboration étroite et efficace entre les autorités communales et les services cantonaux. Une coordination et une pesée d'intérêts afin de trouver un chemin qui concilie sport, tourisme, nature et consommation locale, de manière à aiguiller les amoureux de la nature tout en préservant les territoires et les biotopes protégés.

Les autorités des régions concernées par ce tourisme doux devront être entendues et comprises par toutes les parties, car ce sont elles qui connaissent le mieux leur environnement et leurs besoins. Ainsi, habitantes et habitantes, acteurs économiques concernés, services de l'État et organisations environnementales, tous devront être prêts à se mettre autour de la table. À ce titre, nous attendons particulièrement une coopération constructive de la part de la Direction générale de l'environnement et des ONG. C'est à cette condition que pourra être canalisé le besoin d'évasion dans le respect de tous.

Ce besoin profond de liberté se concrétise au travers de nouveaux sports à la portée des envies et des capacités de chacun: raquettes et peaux de phoque, VTT électriques et stand-up paddle sont souvent pratiqués sans réelle connaissance du territoire et des zones sensibles. Là aussi, les communes sont



Dans les régions touristiques de loisirs et de sport, il existe depuis de nombreuses années des réflexions de développement d'un tourisme dit « doux ».

les mieux placées pour fournir des parcours adaptés et respectueux de l'environnement. Ce nouveau paradigme doit être géré comme une opportunité et non comme une menace.

Les premiers jours de douceur de cette fin de février ont déjà vu arriver les premiers camping-cars ou fleurir les vélos sur nos routes. Notre responsabilité, en tant qu'élus communaux et cantonaux

PLR est d'accompagner, accueillir et faire fructifier cette économie qui, dans la plupart de nos régions périphériques, constitue la principale source de revenu et génère des milliers d'emplois.

publicité



MAITRISE FEDERALE 

Guy Gaudard s.a.

ELECTRICITE • TELECOM

Av. de Chailly 36 • 1012 Lausanne
021 711 12 13 • info@gaudard.ch

Le 7 mars dernier UNE VÉRITABLE VAGUE BLEUE S'EST ABATTUE SUR NOTRE CANTON



par Maxime Meier,
président des JLRV



Nicolas Secretan,
vice-président des JLRV



Pauline Blanc,
secrétaire générale des JLRV

Malgré ce que nous avons pu lire dans les médias, une véritable vague bleue s'est produite lors des dernières élections communales, confirmant ainsi les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois au rang de première jeunesse de parti du canton!

LA RELÈVE DANS LES MUNICIPALITÉS

Forts de deux municipaux avant les élections, six Jeunes PLR se présentaient à l'Exécutif de leur commune. Malgré une campagne mouvementée par la crise sanitaire, tous ont largement su démontrer leur engagement! Les membres des JLRV suivaient les résultats des élections avec grand enthousiasme, sans cacher leur émotion lorsque les premiers résultats sont tombés! Et pour cause... Maxime Meier, président des JLRV, et Alexandre Legrain, plus jeune municipal du Canton, ont brillamment été élus, respectivement réélus municipaux, à Bretigny-sur-Morrens et à Crassier. L'impatience des résultats n'est de loin pas terminée pour les Jeunes PLR Vaudois: trois candidats – Amélie Flückiger, Olivier Reymond et Maxime Stern – se présentent au deuxième tour des

élections à la Municipalité. La certitude qu'ils méritent grandement leur place dans l'Exécutif de Chardonne, Grandson et Crissier nous encourage à apporter tout notre soutien à leur candidature! Nous saluons non sans fierté la candidature de Marc-Antoine Siegwart à Saint-Prex qui a mené une magnifique campagne!

LA VAGUE BLEUE EN UN CHIFFRE: 32 ÉLUES ET ÉLUS AU CONSEIL COMMUNAL

Près de deux tiers des candidats JLRV ont été élus dans plus de vingt-cinq communes.

Que ce soit à Morges (2 élus), à Payerne (2 élus) ou même à Lausanne (3 élus et 2 premières viennent-ensuite), les Jeunes PLR ont mené campagne avec vigueur pour voir finalement plus de 32 membres se faire élire à travers tout le canton!

À Lausanne, capitale européenne des marches pour le climat, les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois deviendront, pour la prochaine législature, la première jeunesse politique avec le plus de représentants (5 élus) au Conseil communal, devant les Jeunes Socialistes et les Jeunes Verts!

Ces élections ont assurément prouvé le dynamisme de la Jeunesse de notre parti, et nous ne comptons pas nous arrêter en si bon chemin! Avec la forte politisation actuelle des jeunes, la vague bleue a de beaux jours devant elle.

Il ne nous reste plus qu'à souhaiter tout de bon à nos élues et élus pour la législature à venir et vous donner rendez-vous lors des prochaines élections cantonales afin de confirmer le vif engagement des Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois!

Un grand merci à chacune et chacun pour votre soutien!

SONT ÉLUS...

à la Municipalité

- Alexandre Legrain, Crassier
- Maxime Meier, Bretigny-sur-Morrens

au Conseil communal

- Romain Balmer, Ollon
- Quentin Racine, Ollon
- Oriane Engel, Yverne
- Aurélie Rapin, Payerne
- Lionel Voinçon, Payerne
- Mathilde Coucet, Corcelles-Payerne
- Colin Faqi, Moudon
- Johanne Blanc, Montreux
- Ambroise Méan, Vevey
- François Costa, La Tour-de-Peilz
- Amélie Flückiger, Chardonne
- François Bonjour, Lutry
- Benoit Bongard, Lutry
- Guillaume Blanc, Savigny
- Camille Jaquier, Nyon
- Noémie Villois, Gland
- Léonie Wahlen, Gland
- Victor Braune, Gland
- Nicolas Mojon, Le Mont-sur-Lsnne
- Barry Lopez, Le Mont-sur-Lsnne
- Alexander Omuku, Épalinges
- Gabriel Delabay, Écublens
- Camille Léderrey, Bussigny
- Maxime Stern, Crissier
- Olivier Reymond, Grandson
- Marc-Antoine Siegwart, Saint-Prex
- Nehla Meier, Denges
- Baptiste Müller, Morges
- Floriane Wyss, Morges
- Mathilde Maillard, Lausanne
- Pauline Blanc, Lausanne
- Paulraj Kanthia, Lausanne



VIOLENCE DOMESTIQUE

La SOLUTION VAUDOISE POUR LA SUISSE

par Jacqueline de Quattro,
conseillère nationale

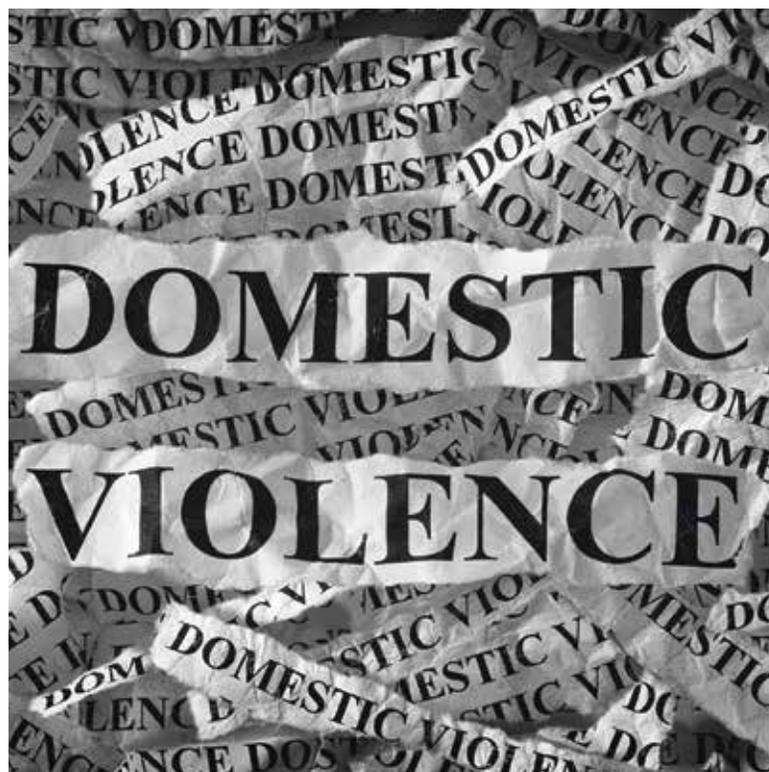
Le canton de Vaud combat avec efficacité la violence domestique. C'est le résultat d'une loi que j'ai soumise au Grand Conseil en 2017 et qui a été adoptée à l'unanimité. Elle repose sur deux principes: «qui frappe part» et une meilleure prise en charge, non seulement de la victime mais aussi de l'auteur. Les mesures ont fait leurs preuves: le nombre des décisions d'éloignement de l'auteur violent (homme ou femme) a été multiplié par dix.

Forte de ce constat encourageant, j'ai déposé le 8 mars dernier, au Conseil national, une initiative parlementaire demandant à la Confédération de s'inspirer du dispositif vaudois. L'objectif est d'accroître la protection des victimes et de renforcer le suivi des auteurs sur tout le territoire helvétique.

Je souhaite inscrire le principe «*qui frappe part*» dans le Code civil, afin que tous les cantons prononcent l'expulsion immédiate de l'auteur du logement commun. Ce qui permettra de mettre fin à la double peine des victimes qui ont été violentées et qui doivent en plus quitter leur foyer.

Pour éviter les récidives, nous avons dans le canton de Vaud instauré un entretien socio-éducatif obligatoire, afin que les auteurs puissent parler, être entendus et comprendre qu'il y a d'autres moyens de régler un litige que la violence. Au besoin, le juge peut ordonner un suivi thérapeutique. Cet encadrement par des professionnels doit les aider à sortir de la spirale de la violence.

Inutile? Hélas non. La violence domestique augmente. De nombreux cantons constatent une explosion des cas en raison de la durée de la pandémie.



Nous n'avons pas le droit de fermer les yeux, face à un problème de santé et de sécurité publiques. Les solutions vaudoises pour lutter contre la violence domestique peuvent servir de modèle à la Suisse.

La violence domestique augmente.

TRIBUNE vous DIT BRAVO



Bravo aux candidats élus

Toute notre amitié et reconnaissance
aux candidats moins chanceux.

publicité

 **CHINATANG**

CHINATANG

La médecine traditionnelle chinoise (MTC) aide à renforcer vos défenses immunitaires, à prévenir et soigner de nombreuses maladies

Notre thérapeute MTC, spécialiste réputée en acupuncture depuis 40 ans, se réjouit de mettre ses compétences et son expérience au service de votre santé. Ses traitements sont reconnus par les assurances complémentaires

**Rue Dr César-Roux 28, Lausanne
021 931 13 14 - info@chinatang.ch
www.chinatang.ch**

ne vous laissez pas distraire

par Jean-François Ramelet,
pasteur,
responsable de « *l'esprit saint,
une oasis dans la ville* » à Lausanne



Sur ma route l'autre jour, j'ai lu ce commandement extrait de l'évangile selon le BPA, placardé sur une affiche au bord de ma route. Je précise (pour ceux qui voudraient me dénoncer) que je n'étais pas au volant. On y voit un diable qui tente de distraire un automobiliste. Il faut dire que la circulation demande une vigilance de tous les instants. Sans elle nous pourrions ne pas prêter attention aux enfants qui jouent au bord de la route, ou au panneau de chantier qui affiche en grandes lettres « *Attention, sortie de camions* ». Un accident est si vite arrivé !

Depuis quelques semaines, ce n'est pas de la sortie de camions dont nous entendons parler, mais de « *la sortie de crise* ». Il faut dire que tout le monde l'attend avec impatience. Certains, tels des prédicateurs du haut de la chaire, filent la métaphore et annoncent prophétiquement avoir entrevu « *la lumière au bout du tunnel* ».

En ces jours, me reviennent à l'esprit quelques restes de grec ancien. J'en conviens, les scories sont maigres, mais suffisants pour que je mesure le glissement qui n'a cessé de s'opérer au fil du temps entre l'origine de ce mot et le sens qu'il recouvre aujourd'hui. Dans notre esprit, la crise désigne un mauvais moment à passer, un krach, un désordre, un trouble, un conflit, un désagrément passager plus ou moins long, une péripétie plus ou moins grave qui vient briser le cours normal des choses. Dans notre esprit la crise est forcément limitée dans le temps : une sorte de parenthèse qui se déroule entre un avant et un après. Ainsi parle-t-on de crise de l'adolescence, de crise économique, de crise du couple, de crise de la quarantaine (sans allusion). À l'instar de

la comète *de Haley*, certaines d'entre elles reviennent – paraît-il – cycliquement et sont donc prévisibles comme le sont les crises économiques. Mais si elles sont prévisibles, d'où vient qu'on ne les voit pas venir ?

Si l'on revisite son étymologie, le mot « *crise* » vient du verbe grec « *krinein* » qui signifie juger, décider, choisir, discerner ; au fond tout ce qu'en temps normal nous faisons quotidiennement. Être au monde, qui plus est dans un monde dont nous commençons à peine à en comprendre l'extrême complexité et les infinies liaisons, nous oblige à des choix permanents, à des discernements, à une continuelle pesée d'intérêts. La condition humaine, ou faudrait-il dire simplement la vie, nous oblige sans cesse à faire des choix. C'est une réalité propre à l'homme qui est à la fois noble et tragique. Aussi le mantra de la « *sortie de crise* » que beaucoup de partis politiques récitent et réclament en chœur au Conseil fédéral, espérant un « *retour à la normalité* » risque au final d'être très décevant pour beaucoup. Car dans notre esprit, ce que nous appelons « *normalité* » ressemble à une forme d'insouciance et d'innocence, à l'image de celle qui régnait dans les années folles entre deux guerres.

Il a fallu qu'en ce dimanche pluvieux, je lise dans la presse dominicale un article qui titrait : « *Quelle sera la prochaine pandémie ?* » pour me rendre compte combien je m'étais complu dans cette insouciance jusqu'à ce que l'irruption de ce virus m'ouvre les yeux.

Au cours de ma lecture, j'ai ainsi appris que de très nombreux scientifiques et de nombreux rapports avaient prévenu du risque imminent qu'une nouvelle maladie infectieuse se transmette prochainement de l'animal à l'homme et menace la santé publique mondiale. Comme beaucoup, j'ignorais la menace ou peut-être n'ai-je pas voulu l'entendre, n'avais-je pas ignoré les recommandations de l'OFSP demandant à chaque ménage de faire des réserves de masques chirurgicaux après le H1N1 ou était-ce après le MERS en 2012 ? Comme dans la fable, je m'en suis trouvé fort dépourvu l'épidémie venue. Est-ce parce que notre vulnérabilité est trop difficile à affronter que notre inclination naturelle nous pousse à la distraction ?

Et pourtant il faudra nous y faire, car nous pressentons tous, un peu confusément, que la crise sanitaire par laquelle nous passons depuis plusieurs mois est beaucoup plus qu'un mauvais moment à passer. La sauvegarde de la biodiversité, dont la dégradation est intimement liée à cette pandémie va nous placer ces prochaines années devant des heures décisives (c'est la définition de la crise), aussi graves et difficiles à vivre que celles par lesquelles nous passons depuis plus d'une année. Saurons-nous résister à la tentation de la distraction ?

publicité

Le spécialiste suisse des lits rabattables depuis plus de 30 ans !

Confort-lit
DEPUIS 1989

Rue Saint-Martin 34
1005 Lausanne
Tél. 021 323 30 44

Av. de Grandson 60
1400 Yverdon-les-Bains
Tél. 024 426 14 04

UNE NOUVELLE ALLEMAGNE

par Pierre Schaeffer

Les élections régionales qui viennent d'avoir lieu en Allemagne dessinent les grandes lignes de l'action gouvernementale dans ce pays après deux événements majeurs, la crise sanitaire et le départ d'Angela Merkel en septembre prochain. Ces élections ont renouvelé les parlements régionaux de deux Länder parmi les plus puissants d'Allemagne, la Rhénanie-Palatinat et le Bade-Wurtemberg.

Les résultats du premier étaient particulièrement importants pour le président de la CDU, Armin Laschet qui brigue la Chancellerie, mais perd les élections dans ce Land. En Bade-Wurtemberg, le ministre-président sortant, le Vert Wilfried Kretschmann, est plébiscité pour mieux annoncer la reconduction de la coalition noire verte réunissant la démocratie-chrétienne et les Verts.

On voit ainsi se profiler en Allemagne une nouvelle majorité dont le gouvernement pourrait être dirigé, à défaut d'une alternance rouge verte (SPD et Verts) par un chancelier venu du Land à la riche histoire, la Bavière, État souverain jusqu'en 1871 et jusqu'à l'unité allemande forgée par Bismarck « dans le sang et le fer ».

La Bavière obtiendrait ce qui fut refusé à son chef historique de l'après-guerre, Franz-Josef Strauss. La Chancellerie incomberait dans ce cas au ministre-président, Markus Söder, et l'on mesure aussitôt que ce gouvernement devrait affronter un double défi économique et européen. Il s'agit d'abord de réintégrer l'Allemagne dans les balises habituelles de son expansion, c'est-à-dire de renouer avec la croissance après la récession de 2020 et un niveau d'endettement qui, aujourd'hui, dépasse le plafond du Pacte de stabilité de la zone euro.

Cette nouvelle Allemagne devra aussi affronter l'épreuve du retour de l'Europe



à la stabilité, après une crise qui plonge les États d'Europe du Sud dans les profondeurs abyssales des déficits et de la dette. Ce devrait être le rôle du chancelier venu de Bavière, le Land qui, il y a vingt ans, imposait, par la voix du ministre des Finances, Theo Waigel, les disciplines du Pacte de stabilité.

En clair, le Gouvernement allemand va devoir sonner la fin de la récréation qui a financé sans douleur la crise du Covid.

Trois facilités consenties par l'Europe vont devoir être remises en cause. C'est la contribution européenne aux plans de relance nationaux par voie d'emprunt européen mutualisé, déjà contesté par la Cour des comptes allemande ; le recours aux crédits de la Banque centrale européenne, malgré sa contrainte statutaire de refus du financement des déficits des États ; enfin la stabilité de l'euro, monnaie de sauvetage des États d'Europe du Sud.

Sur le plan de la dette, le Gouvernement allemand va exiger un plan d'amortissement et des réductions des déficits publics par voie de compression de la dépense, toujours annoncée et jamais réalisée en Italie et en France.

Les États d'Europe du Nord, Allemagne et Pays-Bas vont renouer avec leur ambition régulatrice de la zone euro, alors qu'Emmanuel Macron sera en campagne présidentielle et en position d'infériorité à l'égard de l'Europe du Nord.

Le départ d'Angela Merkel fait entrer l'Allemagne dans un troisième âge de son histoire récente, de la création de la RFA en 1949 à 1989, fin de la Guerre froide ; de 1989 à aujourd'hui, temps

Cette nouvelle Allemagne devra affronter l'épreuve du retour de l'Europe à la stabilité.

de la Réunification et de la bienveillance allemande à l'égard de l'Europe. Après 2021, c'est un cycle de retour à la normale qui s'ouvre au lendemain de la crise sanitaire dont la vertu est de libérer les énergies de l'Allemagne et de frapper les trois coups de son renouveau économique.

publicité



Portes blindées en acier
Logement, locaux professionnels, chambre forte, salle d'armes, panic room :

- confidentialité & service de qualité
- fabrication sur mesures
- serrure mécanique ou électromécanique de haute sécurité
- superstructure et blindage évolutifs
- ancrage résistant dans la maçonnerie

Devis gratuit !
Contactez-nous !

 **ombrella**
conseils en sécurité

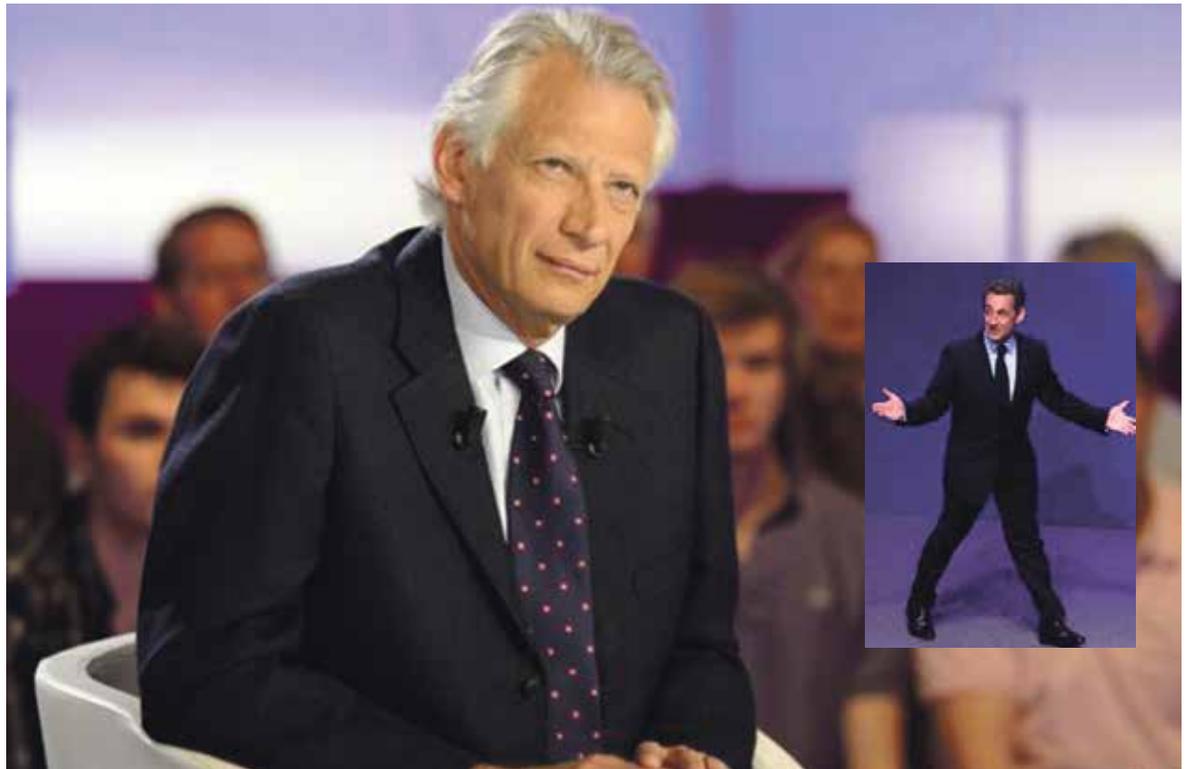
tél 021 617 00 17
fax 021 617 00 18
case postale 1144
1001 Lausanne
www.ombrella.swiss

NICO ET DOMINIQUE SOUVENIRS, SOUVENIRS...

par Fabienne Guignard

Je vis des moments très difficiles. Cette chronique pourrait être en danger par manque de matière première. Où sont-ils donc ces grands hommes ? À part Angela, je ne vois pas. Mais elle est en bout de course la pauvre... Qui d'autres dans le monde ?

Rappelez-vous, les crocs de boucher, les pommes, la trahison, le kärcher...



Emmanuel ? Fini le Jupiter glorieux. Le voilà redescendu sur terre. Boris ? Sur son île, tout seul. Et si je vous dis Pedro, vous ne savez même pas qui c'est, ni Antonio, ni Mark, ni Charles. Peut-être le beau Sebastian et Carles, le fugitif ? Jinping ? Il parle chinois et il habite trop loin... Recep ? Oh non, plus dans le coup depuis le départ de Donald... En fait, vous ne connaissez bien que mes chouchous, grec, italiens et catalan, parce que je suis la seule à vous en parler tout le temps et mes «*têtes de turc*» bien sûr...

Ce qui est terrible, c'est de constater que je n'ai plus de chouchous du tout et plus de boucs émissaires non plus. Ça fait beaucoup... À part Viktor éventuellement, le vilain Hongrois... mais bon, rien de nouveau sauf qu'il ne fait plus partie du PPE d'Angela. Il était temps...

Je dois le reconnaître, Donald me manque... Comme Georges junior avant lui... Là il y avait de la substance. Le gaffeur, le moralisateur, le va-t-en-guerre puis le menteur patenté, le démolisseur créatif... Mais le pauvre Joe... Que dire de lui ? Bientôt huitante ans... Aussi lisse

que Barak, son idole... Je pourrais peut-être parler de ses deux chiens... Deux bergers allemands qui ont leur propre compte Facebook tout de même...

Et je ne vous parle même pas de «*Flambi*», de son scooter et de ses femmes... Il en aurait déjà une autre... Quel séducteur ce François...

Voilà qu'on a recours, pour sauver le monde, à des retraités sur le retour. Rassurants, expérimentés... Ils prennent les manettes parce qu'il n'y a personne d'autre qui s'y colle. C'est jamais bon signe... Des jobs intérimaires... Le vide sidéral... Mario reprend du service. De la banque au Conseil italien... 160 % de dette du PIB tout de même. Presque dans la situation d'Alexis en 2015... À 20 % près... Pas de quoi faire le malin...

Alors on est heureux de retrouver Sarko, Nico pour les intimes. Une des stars passées de mes «*Frivolités*», avec Jacques et Dominique... Rappelez-vous, les crocs de boucher, les pommes, la trahison, le kärcher... Le voilà à nouveau sous les feux de la rampe. Toujours là. Bon pied bon œil... Devant les Tribunaux. C'est différent

mais il est encore quelqu'un... Présent sur les plateaux télé. Courageux mais pas candidat. Sauf si c'est l'effondrement à l'Élysée et qu'il n'est pas en prison. Il joue au sage mais plus jamais au téléphone.

À quand le retour de mon beau Dominique de Villepin ? Belles jambes musclées, souvent bronzé, élégant toujours, un brin autoritaire... Mais quel charme... Il paraît qu'on en parle dans les salons parisiens... Une sacrée belle matière première en perspective... Je rêve, je sais...

publicité

IMPRIMERIE
MAGNENAT

Le plaisir
des couleurs

Avenue de Préfaully 30
1020 Renens

Tél. 021 312 03 73
info@magnenat.com
www.magnenat.com